



ÉCOLE NOUVELLE
DE LA SUISSE ROMANDE

Fondée en 1906

www.enranciens.ch



CHRONIQUE DES ANCIENS
2009

Réflexions sur la crise et le rôle de l'Union européenne

Nous vivons aujourd'hui la plus grande crise financière et économique depuis la dépression de 1929. Cette dernière porte en elle un avertissement: une crise économique profonde peut conduire à des bouleversements sociaux qui, à leur tour, peuvent donner naissance à un régime nazi qui, sous l'égide de Hitler, a conduit à la deuxième guerre mondiale. Après la mondialisation par la colonisation, c'est la mondialisation par la guerre. A la différence de 1929, la crise actuelle semble avoir provoqué une réaction solidaire imposée par le degré très avancé de l'interdépendance financière et économique du monde et une mondialisation sous leadership américain. Or, l'origine de cette crise se situe précisément au centre de cette puissance économique qui, du fait de son économie fragilisée, semble avoir entamé son déclin relatif annoncé depuis 1987 par Paul Kennedy et décrit récemment par Niall Ferguson, deux historiens de réputation mondiale. Dans leurs études portant sur le temps historique, l'économie apparaît comme base de la puissance politique des empires.

Dans cet esprit, trois événements parmi d'autres ont constitué des tournants dans l'évolution du monde à l'issue de la deuxième guerre mondiale: en premier lieu, la bipolarité Etats-Unis – Russie reposant sur une confrontation idéologique entre le monde libre et le monde communiste. Grâce à l'équilibre nucléaire, la guerre froide ne s'est pas transformée en guerre chaude. En deuxième lieu, la création de la Communauté européenne devenue Union européenne. Le renversement de la politique de la France à l'égard de l'Allemagne, sous l'impulsion de Robert Schuman et Jean Monnet, a remplacé le contrôle sur l'Allemagne (Versailles) par le partenariat étroit entre les deux ennemis traditionnels en ouvrant la voie à la création de la Communauté puis de l'Union européenne des 27, réunissant 500 millions d'Européens. Une nouvelle «puissance» est née, laquelle, tout en étant dépourvue de pouvoir politique central et d'armée, exerce son attraction par son expérience inédite et son influence par la négociation, par l'association et le partenariat avec d'autres pays. Devenue le plus grand contributeur aux budgets des organisations internationales (ONU, agences spécialisées) mais aussi à l'aide aux pays en développement, l'Union européenne est aussi la plus grande puissance commerciale et économique du monde. Créatrice d'un nouveau système, elle est souvent à l'origine des normes internationales, activité qui lui a valu d'être accusée d'*impérialisme normatif* par Wall Street Journal. A plus d'un titre, elle constitue une sorte de laboratoire in vivo procédant par étapes d'expérimentation (ex: Euro, Schengen, Traité de Lisbonne). Par sa position dans le monde, l'Union européenne est appelée à prendre des initiatives et à assumer ses responsabilités dans la crise actuelle qui constitue un signe avant-coureur d'un changement profond à l'échelle du monde.

Le troisième événement marquant est la chute du mur de Berlin en 1989, suivie de la désintégration de l'empire soviétique ainsi que la substitution de l'économie de marché à l'économie dirigiste, parallèlement à la transition des régimes communistes à la démocratie. Sans que ce soit une évolution déterministe, l'introduction de l'économie de marché favorise l'éclosion des libertés et la tendance vers des systèmes démocratiques. Le fait est que désormais la Russie et ses anciennes républiques font partie de la mondialisation économique. A ce mouvement correspondent le développement et l'affirmation d'autres puissances émergentes à l'exemple de l'Inde, du Brésil et de plus en plus de la Chine. Il en résulte que la crise qui a éclaté aux Etats-Unis frappe, en raison d'interdépendance intense financière et économique, tous les pays du globe bien qu'à des degrés et à des moments différents.

Avant l'éclatement de la crise en *septembre noir 2008*, nous avons vécu allègrement sans souci d'avenir dans la prospérité du monde développé, laquelle dissimulait une crise rampante accompagnée de l'accroissement des inégalités, de l'excès de la consommation et du surendettement. Selon de nombreux analystes, l'origine et la cause de la crise est attribuée à l'excessive dérégulation des marchés financiers qui a favorisé la spéculation dans un milieu opaque. L'accumulation des ventes de l'immobilier sans garantie suffisante et les titrisations (cession des dettes aux banques et aux instituts financiers) ont provoqué l'éclatement de la bulle des subprimes. Plus généralement, la finance mondiale, en devenant de plus en plus sophistiquée et modélisée, a perdu le contact avec la réalité. La faillite, le 15 septembre 2008, de la quatrième banque d'investissement américaine Lehman Brothers a sonné le glas du système financier sans contrôle. Cette faillite a non seulement ruiné de nombreux épargnants, mais elle a aussi ébranlé la confiance à l'égard des banques et du système financier. C'est le début d'une récession mondiale qui, de la finance, s'est propagée à l'économie réelle touchant à son tour le secteur social. Le chômage se rapprochant de 10% dans la zone euro et atteignant des sommets aux Etats-Unis (8,1%) n'épargne pratiquement aucun des pays développés ou en développement. C'est l'aspect négatif de la mondialisation.

La majorité des pays notamment du monde développé a réagi en injectant de l'argent dans le circuit financier, en rachetant des parts des instituts financiers, voire en nationalisant les banques les plus touchées ou, plus directement, en cherchant à soutenir la consommation domestique. Le but est de sauver les banques pour relancer les circuits financiers et redynamiser les investissements et la consommation. C'est le cas notamment des Etats-Unis et du Japon. Préoccupée depuis quelques années par cette débauche financière (risques, bonus, paradis fiscaux), l'Union européenne a proposé, sous l'impulsion de son Président du Conseil Européen à l'époque Nicolas Sarkozy, avec le soutien du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso, de réunir le G20 au-delà du traditionnel G8 afin de s'assurer une représentation plus fidèle et plus réaliste des grandes économies mondiales. En effet, le G20 représente à la fois la grande majorité de la population (2/3) et de l'activité économique du monde (9/10^e).

Le but était de chercher ensemble une sortie de la crise. Parallèlement, sur proposition de la Commission européenne, l'Union européenne a défini un cadre pour la coordination des plans des Etats membres et a prévu un soutien financier correspondant à 1,5% de son PIB.

La première réunion du G20 du 15 novembre 2008 a établi un programme de travail en s'inspirant largement du projet européen: relancer le financement de l'économie et de l'emploi, réformer le système financier et en assurer la surveillance et la transparence, renforcer le rôle du FMI et de la Banque mondiale, réglementer et superviser les agences de notation, contribuer à assainir les banques et à remettre en marche l'économie mondiale en procurant des garanties, des liquidités et des investissements. Dès la première réunion, le consensus général a été acquis au sujet du refus du protectionnisme en se référant à la leçon de 1929.

Le Président Obama ayant jugé l'effort fiscal de l'Union insuffisant a demandé une contribution plus importante de l'Europe. Le couple franco-allemand, suivi par l'ensemble des Etats membres, a refusé d'accroître la contribution financière. En même temps, le Président Barroso a expliqué que l'apport de l'Union comprend également une série de «stabilisateurs automatiques», tels que la sécurité sociale, la santé publique, instruments qui ont été en partie démantelés aux Etats-Unis sous la présidence de George Bush. De ce fait, la contribution européenne peut être estimée entre 3 et 4% du PIB, à laquelle s'ajoutent les apports du marché unique et de son noyau solide qu'est la zone euro. Cette divergence entre l'Amérique et l'Europe a été surmontée lors du G20 du 2 avril 2009. Un autre point de divergence concernant la réglementation des marchés financiers: les Etats-Unis insistaient sur la priorité à accorder à des moyens fiscaux alors que l'Europe mettait l'accent sur la réforme et la régulation des marchés financiers. Lors de la réunion des ministres des finances et d'économie des pays du G20 le 14 mars, les Etats-Unis se sont alignés sur la position de l'Union européenne.

Sous l'impulsion de l'Union européenne et du Président Obama, la réunion du G20 du 2 avril 2009 a fait un pas de plus vers la sortie de la crise et la réforme du système financier. Les points forts consistent à restaurer la confiance, la croissance et l'emploi; à relancer le crédit fourni par les banques; à renforcer les règles et la surveillance des marchés financiers, réformer les institutions financières internationales et augmenter leurs ressources; à promouvoir le commerce global (Fonds d'aide au commerce et OMC); ainsi qu'à contribuer à rétablir une économie durable, respectueuse de l'environnement pour tous. Cet engagement implique des augmentations de l'aide aux pays en développement ainsi qu'un effort collectif pour protéger l'environnement et, partant, pour aboutir à un accord à la Conférence de l'ONU sur le changement climatique qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009.

La refondation du système de gouvernance mondiale a commencé. Tout d'abord par le retour des autorités politiques sur le devant de la scène. A l'excès de dérégulation (Reagan et Thatcher), à la revendication de «moins d'Etat» et au

libéralisme sans bornes, vient subitement se substituer le retour à l'équilibre entre le public et le privé et le recours à l'Etat de droit. Le marché est censé retrouver son rôle de lieu d'échanges économiques dans le respect des règles du jeu et sous la surveillance des autorités publiques. A l'évidence, le marché répond aux besoins du secteur économique et à ses intérêts particuliers alors que l'autorité politique a la responsabilité globale des biens publics (environnement, eau, etc.) et de l'intérêt général. Le G20 et ses décisions marquent le retour du politique sur la scène mondiale.

Ce n'est qu'un début, certes significatif, du tournant pris par les grandes puissances en réponse à la crise. Mais l'essentiel reste à faire, à savoir mettre en œuvre ces décisions et notamment au sujet du climat qui rencontre des réticences américaines et d'autres pays en développement, grands pollueurs. De surcroît, cette démarche du G20 suppose une prise en compte de la nouvelle distribution des pouvoirs à l'échelle du monde: la renaissance de la Russie, l'affirmation de la Chine et de l'Inde et la présence d'autres puissances émergentes. Le monde bipolaire de la guerre froide a disparu au profit d'une période de transition caractérisée par le règne global de la superpuissance américaine et par sa politique unilatérale. Le 11 septembre puis le 15 septembre 2008 peuvent constituer des repères du grand chambardement mondial dont les premières conséquences sont le G20 et la quête d'une paix globale relancée par le Président Obama et l'Union européenne. L'expérience européenne semble avoir porté ses fruits. A la méthode Bush fondée sur l'hégémonie et l'utilisation de la force, l'approche Obama s'inspire de la pratique de négociations et de coopérations. Paradoxalement, l'absence de forces armées européennes, cette faiblesse de l'Union européenne, s'est révélée être son grand atout qui est à la source de son élargissement et surtout de son réseau de voisinage, de partenariats et d'associations. La méthode de l'Union privilégie le dialogue, la persuasion et la participation. La force de l'Union repose sur le respect des règles de droit. De surcroît, l'Union a assumé le rôle de pionnier en créant une Communauté européenne inédite garantissant la paix et la prospérité; en promouvant la protection de l'environnement (Kyoto) et en adoptant une directive couplant les politiques climatique et énergétique. Sa démarche visant l'établissement du partenariat stratégique avec la Russie fondé sur l'interdépendance et la complémentarité (technologie et investissements contre gaz russe). Dans la même perspective, la voie tend à s'ouvrir à des réductions d'armements nucléaires en commençant par les deux plus grands détenteurs d'arsenaux nucléaires, les Etats-Unis et la Russie, comme l'a annoncé le Président américain à l'issue de ses entretiens avec le Président russe à l'occasion du G20. Pas à pas, c'est le retour au bien public essentiel, la paix. La finalité de paix est à l'origine de la création de la Communauté européenne. Or, depuis un certain temps, la paix semblait acquise en dépit des guerres en ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, la paix revient au premier plan des préoccupations de l'Union et des principaux acteurs internationaux. Il incombera à l'Union de promouvoir des efforts en commun avec les grandes puissances notamment pour préserver la paix

en prenant l'initiative des réformes globales. Il s'agit à mon sens de réformes non seulement des organisations économiques internationales mais aussi de l'ensemble du système des Nations Unies. Cette démarche globale s'inscrit dans la vocation de l'Union et des Nations Unies. Dans le prolongement des résolutions du G20 se situent les travaux menés sous la direction de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, au sein de la Commission de l'ONU qui comprend l'ensemble des 192 Etats membres.

En cherchant à remettre en marche l'économie mondiale, la communauté internationale se donne pour objectif de combler, dans la mesure du possible, le fossé des inégalités économiques et sociales. En apportant une aide plus substantielle aux pays en développement, en particulier aux plus démunis, le G20, l'Union européenne et les Nations Unies pourront contribuer davantage à jeter des bases d'une solidarité globale, élément fondamental et indispensable d'une paix globale et durable.

Dans ce faisceau d'initiatives et de projets, l'Europe est destinée à remplir un rôle de noyau dynamique et fédérateur par sa position, son expérience et ses idées. En promouvant une société de connaissances et d'innovations dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, rénovée par le Président Barroso, l'Union montre la voie par le recours aux investissements intelligents et propres, ainsi que par la pratique du dialogue des cultures. Ce faisant, elle met l'accent sur le changement des mentalités, sur l'importance des principes et des valeurs aux dépens de la domination de l'argent ainsi que sur le respect de la personne et des communautés qui sont la condition nécessaire de toute coopération. Encore faut-il que l'Union réussisse sa propre réforme et se dote des institutions à la fois plus démocratiques et plus efficaces. Ce qui suppose la ratification du Traité de Lisbonne et son entrée prompte en vigueur.

Afin que cette révolution européenne et mondiale puisse s'inscrire dans les faits – comme nous l'annoncions en 1957 avec Denis de Rougemont dans «L'Europe s'inscrit dans les faits» – elle a un urgent besoin d'une révolution des esprits par l'éducation. Une éducation repensée dans ses fondements historiques, dans sa dimension culturelle où la culture est conçue au sens le plus large comprenant toute création de l'homme, religion, philosophie, arts et écrits sans oublier la science et la technologie. Les premiers éléments d'une éducation humaniste je les dois à mes parents, à l'Ecole française de Belgrade et à l'Ecole Nouvelle de Chailly. De là datent mes premiers contacts avec des élèves provenant de divers horizons culturels et de divers continents dont l'Amérique latine et l'Asie. Cet apprentissage des autres est à l'origine de ma conviction que le respect mutuel et le dialogue des cultures portent les promesses d'un monde meilleur. C'est dans cet esprit que je perçois le rôle irremplaçable de l'Union en tant qu'expérience inédite de paix et de prospérité, ouverte sur le monde et porteuse des valeurs à la fois européennes et universelles, championne d'un avenir fédéraliste de l'Europe et, je l'espère, du monde.

Dusan Sidjanski (1944-1945)